

L'altermondialisme à la lumière de la sociologie de l'utopie de Jean Barrea

publié in Françoise MASSART-PIERARD (dir.), *Culture et Relations internationales – Liber amicorum*

Jean Barrea, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2007, pp.125-146

Vincent Legrand*

Un autre monde est possible¹

Une des œuvres majeures de Jean Barrea vit le jour durant la Guerre froide, dans les années 1980, autour de la crise des Euromissiles². Cette crise fut l'événement contemporain formant l'arrière-plan sur lequel il s'appuya pour développer dans la durée historique l'évolution de l'idéal de paix depuis Érasme, saisie sous l'angle d'une construction théorique qu'il élaborait : une sociologie de l'utopie.

Cette sociologie de l'utopie peut éclairer nombre de phénomènes socio-politiques utopiques³ et c'est ce à quoi nous nous attelons dans cette étude sur l'altermondialisme⁴. Quoi de plus explicitement utopien que ce cri de ralliement figurant en épigraphe de la présente contribution : « Un autre monde est possible ».

1. Une synthèse de la sociologie de l'utopie de Jean Barrea⁵

Jean Barrea distingue trois phases fondamentales dans l'évolution d'une utopie : sa *maturation* intellectuelle, sa *socialisation* progressive et enfin, ses *réalisations* historiques – les *impasses du réel* multipliant les chances de celle-ci de mûrir, de se socialiser, avant, enfin, de se réaliser.

* Vincent Legrand est docteur en Sciences politiques, chargé de cours à l'Université catholique de Louvain (UCL) et à l'Université libre de Bruxelles (ULB).

¹ Charte de fondation du Forum social mondial (FSM), 2001.

² BARREA J., *L'Utopie ou la guerre – D'Érasme à la crise des Euromissiles*, Louvain-la-Neuve, Ciaco, 1986.

³ Jean Barrea utilise expressément le terme « utopien », analytiquement plus neutre que ceux d'« utopique » ou d'« utopiste », dont la connotation est péjorative.

⁴ À toutes fins d'éclaircissement quant au positionnement de l'auteur, celui-ci signale qu'il est engagé dans le mouvement altermondialiste, au sein duquel il a notamment milité, à l'Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation (URFIG), de janvier 2001 à janvier 2006. L'auteur remercie ses amis et/ou collègues Baudouin Dupret (CNRS), Éric Remacle (ULB), Damien Poncelet et Brigitte Bagnol pour les conversations intéressantes qu'il a eues en leur compagnie sur le sujet. L'auteur porte bien entendu seul la responsabilité de sa contribution.

⁵ Tous les passages de l'ouvrage précité de J. Barrea figurant dans cette contribution se trouvent aux pp. 9-95.

1.1. Le discours utopien...

« L'utopie n'est autre qu'une révolution culturelle à vocation politique » : dans les moments de crises du réel, avance Jean Barrea, les solutions tendent à venir d'ailleurs que de la sphère politique. Tandis que la politique gère, la culture crée ; et celle-ci entre précisément « en ébullition quand la réalité historique est acculée à l'impasse ». De la sorte, les crises sont « porteuses d'Utopies' créatrices ». Se penchant sur les crises majeures que constituent les crises diplomatiques et les guerres, la « culture de la paix », écrit Jean Barrea, « se forge peut-être sous nos yeux dans les Églises, dans les universités, dans l'opinion publique, etc. » : « le Philosophe est rarement Roi ! »

Le discours utopien, poursuit-il, emprunte deux voies : la critique directe du donné historique ou la construction imaginaire d'un avenir idéal. Ces deux voies rappellent respectivement, sur le plan de l'anthropologie philosophique, l'humanisation par la « négativité » d'Éric Weil⁶ et l'humanisation par la « conscience anticipante » des « possibles » d'Ernst Bloch⁷. Il est le propre de l'homme de nier ce qui se présente à lui immédiatement et de dépasser ainsi le donné. Plus avant, l'homme est doué d'une conscience capable de prospecter les virtualités de la réalité sociale et de concevoir ce qui n'est pas encore, ce qui pourrait être.

Sociologiquement, où l'utopie naît-elle ? « Pour les uns », rapporte Jean Barrea, « la pensée utopique est une projection de l'angoisse que suscite le temps de crise ; elle est une manifestation conservatrice du désir d'ordre et de stabilité ». Vue comme « vision compensatrice », elle « apparaît électivement dans ces moments où une classe remet en doute la société qui l'écarte du pouvoir, les valeurs au nom desquelles elle se trouve ainsi frustrée de ses responsabilités. Les deux sentiments se mêlent en une même angoisse, un même sentiment de malaise que seule peut apaiser la vision de la Cité juste »⁸. Pour d'autres, poursuit-il, « les crises du réel et, à cette occasion, son éclatement en réels alternatifs ou concurrents, sont propices à l'éclosion de la pensée utopienne, définie, cette fois, en son essence d'« exercice mental sur les possibles latéraux' de la réalité »⁹. Le premier type d'utopie, conservateur, est une compensation dialectique du désordre qui règne en temps de crise ; le second type d'utopie, progressiste, une prospection des possibilités d'avenir que suggère l'indétermination de la réalité elle-même en période de crise-mutation.

Les utopies sociales sont portées par cette catégorie de groupes de pression « à vocation idéologique » qui « trouvent leur raison d'être dans la défense, d'esprit désintéressé, de positions spirituelles ou morales, dans la promotion ou l'affirmation

⁶ WEIL E., *Logique de la philosophie*, Paris, Vrin, 1967.

⁷ BLOCH E., *Le principe espérance*, Tome I, Paris, Gallimard, 1976.

⁸ SERVIER J., *Histoire de l'utopie*, Paris, Gallimard, 1967, pp. 318-319.

⁹ RUYER R., *L'Utopie et les utopies*, Paris, PUF, 1950, p. 9.

de thèses », luttant pour des réformes au bénéfice de la collectivité globale¹⁰. Ceci distingue des groupes de pression que sont les organisations professionnelles, qui poursuivent des intérêts matériels au seul bénéfice de leurs adhérents.

1.2. ... vers la réalité utopienne

Jean Barrea s'appuie sur la sociologie politique de R. G. Schwartzberg qui note, à propos des acteurs « déviants », que « tout se passe comme si des contre-valeurs, portées par des contre-forces, s'incarnaient dans des contre-formes, pour donner naissance à une contre-culture ou, plutôt, une nouvelle culture », qui débouche finalement sur une « nouvelle politique »¹¹. De la sorte, poursuit Jean Barrea, « les « contre-valeurs » sont formulées par le discours utopien, tandis que les « contre-forces » sont les acteurs culturels qui mettent en œuvre la praxis ou les stratégies utopiennes. La « nouvelle politique », enfin, fait passer l'utopie de la contestation à la réalité historique ».

Jean Barrea distingue plusieurs étapes quant à l'entrée de l'utopie dans la réalité historique par l'action des pouvoirs publics. La « nouvelle politique », étape finale du processus utopien, peut ainsi être précédée de manière transitoire par la « contre-décision » :

À la différence d'une « nouvelle politique », une « contre-décision » est [...] inspirée par ce qui n'est encore qu'une « contre-valeur », traduite en « contre-programme » et portée par des « contre-forces », dont les chances de succès grandissent à mesure que l'histoire est éprouvée par un bouleversement social, une crise économique ou diplomatique, voire une guerre internationale. Les trois critères de la « contre-décision » sont [...] : (a) l'existence de pressions exercées par des « contre-forces » organisées autour d'une solution alternative ; (b) une concession mineure consentie par des pouvoirs publics réticents ; (c) dans un moment de crise qui se présente comme dialectiquement articulé aux innovations consenties. Il y a donc « contre-décision » lorsqu'une « contre-force » arrache une concession mineure à un pouvoir politique affaibli qui n'est pas réellement gagné lui-même à la solution alternative proposée par l'utopie.

1.3. ... via la praxis utopienne

Jean Barrea distingue différentes modalités dans la praxis utopienne. Il y a tout d'abord la macro-utopie révolutionnaire ou « utopie d'altercation »¹², qui vise, par la

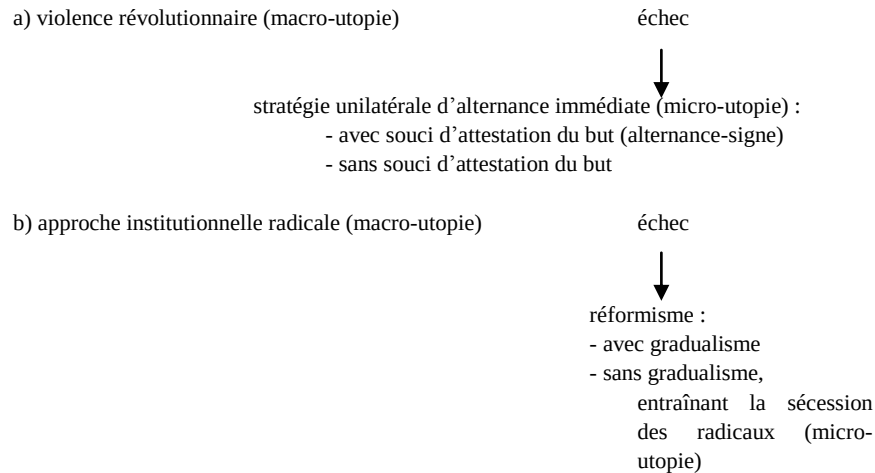
¹⁰ MEYNAUD J., *Les groupes de pression*, Paris, PUF (« Que sais-je ? », n°895), 1962, p. 13.

¹¹ SCHWARTZENBERG R.G., *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1974, pp. 389 et 423.

¹² Les concepts d'« utopie d'altercation » et, plus loin, d'« utopie d'alternance », sont de DESROCHE H.. Cf. WUNENBURGER J.J., *L'utopie ou la crise de l'imaginaire*, Paris, J.P. Delarge, 1979.

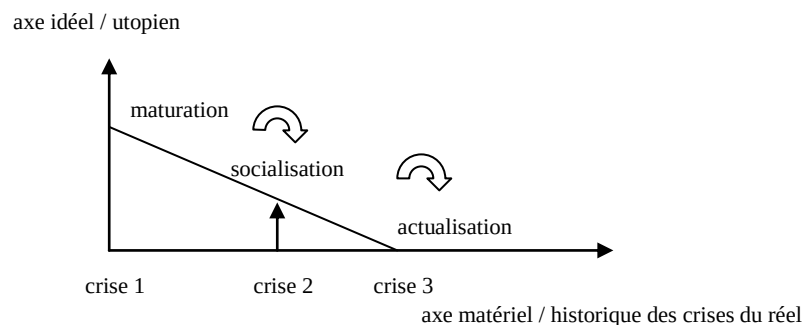
violence, un temps nouveau pour la collectivité tout entière, une régénération, à terme, de la société dans sa globalité, la sortie du monde tout entier hors de l'histoire. En cas d'échec ou d'essoufflement, cette macro-utopie révolutionnaire d'altercation peut se muer en stratégie douce d'alternance immédiate limitée aux acteurs utopiens eux-mêmes – une micro-utopie qui crée d'emblée et de manière pacifique, limitée et unilatérale un lieu utopien ainsi réservé à quelques initiés, un havre de perfection pour un petit nombre, par fuite hors du monde. Cette deuxième stratégie crée un micro-lieu utopien par sécession d'un environnement réfractaire à l'idéal proposé, sans plus, ou bien peut également être une stratégie unilatérale du signe – le signe d'un avenir meilleur pour la société tout entière, le but demeurant à terme de changer le monde, mais par le témoignage dans l'urgence, ici et maintenant. Une autre expression majeure de la radicalité utopienne incarnée de manière contrastée par les deux premiers types de stratégie qui viennent d'être décrits est la propension de l'utopie à la réforme des structures politiques et sociales. Ce penchant institutionnaliste est la modalité non violente d'une macro-utopie demeurant néanmoins radicale dans ses objectifs. Enfin, la stratégie réformiste est une stratégie utopienne de repli par rapport à la stratégie institutionnelle radicale : le programme réformateur est une édulcoration du programme macro-utopien institutionnel radical, marqué par une perte d'intensité en vue d'une application sociale plus rapide. La stratégie réformiste peut être gradualiste si elle continue à prendre en considération les objectifs radicaux qu'elle vise à long terme, ou bien non gradualiste, si la réforme devient considérée pour elle-même, les amarres avec la macro-utopie institutionnelle radicale de départ ayant été rompues. Mais « à adoucir l'inacceptable par des réformes, celui-ci risque [...] d'apparaître plus tolérable et, ainsi, de se perpétuer. Ce risque entraîne le rejet du réformisme pragmatique par les doctrinaires qui optent alors pour la stratégie utopienne de la sécession », ces radicaux s'orientant alors vers la stratégie de repli micro-utopienne.

Schéma de la praxis utopienne de Jean Barrea¹³ :



Le schéma général de la sociologie de l'utopie de Jean Barrea se présente pour sa part comme suit.

Schéma de la sociologie de l'utopie de Jean Barrea¹⁴ :



- Maturation : vision compensatrice et conservatrice ou jeu rationnel et innovateur
- Socialisation : cf. le schéma de la praxis utopienne (macro-utopie révolutionnaire violente, micro-utopie d'alternance unilatérale, macro-utopies institutionnalistes radicale ou réformiste)
- Actualisation : contre-décision et nouvelle politique

¹³ BARREA J., *op. cit.*, 1986, p. 83.

¹⁴ Sur la base du schéma de J. BARREA, *op. cit.*, 1986, p. 93.

2. L'altermondialisme : « le mouvement d'émancipation sociale du XXI^e siècle ? »¹⁵

Dans la ligne de l'essai de Francis Fukuyama paru en 1989 sur « la fin de l'Histoire »¹⁶, présentant, alors que le modèle communiste s'effondre, le modèle de la démocratie libérale et de l'économie de marché comme le modèle final pour l'Humanité, les tenants de la « mondialisation » présentent celle-ci comme inéluctable. Une telle représentation du réel est rendue d'autant plus confuse qu'elle repose sur l'amalgame qui est fait entre la « mondialisation » comprise comme phénomène matériel historique (dû aux progrès technologiques effectués dans le domaine des communications et des télé-communications, accroissant les échanges et la circulation des biens, des personnes et des idées à l'échelle du monde) et la « mondialisation » comprise métonymiquement comme ce qui relève en fait d'une idéologie et d'un projet politiques, le néo-libéralisme mondialisé, qui est particulièrement bien rendu en anglais par le vocable « *globalization* ». Il vient ici tout à propos de citer Jean Barrea, qui écrit qu'« en construisant des alternatives [...], l'utopie fait prendre conscience, au mieux, des problèmes à résoudre, à tout le moins, de la relativité du donné, souvent érigé en nécessité par le 'réalisme' des exigences techniques ou des lois de l'histoire »¹⁷. Le modèle économique néo-libéral est bien évidemment, d'un point de vue scientifique, un construit humain contingent, tant dans son idéologie que dans ses pratiques. Cette représentation démasquée, la mondialisation-idéologie (néo-libérale) apparaît comme procédant de choix de société délibérément conçus par l'homme, appuyés, en l'occurrence, par une mondialisation-phénomène matériel (technologique) particulièrement adjuvante. C'est à cette option hégémonique que les altermondialistes opposent leur mouvement d'émancipation économique, sociale, politique et culturelle.

2.1. Nature du mouvement altermondialiste : un « mouvement de mouvements » pour une justice globale

Particulièrement bien décrit comme un « mouvement de mouvements », le mouvement altermondialiste est une mouvance ou une nébuleuse « de groupes disparates organisés en réseau », sans structures hiérarchiques ni centre quelconque, géographique ou autre, ralliés à « une transformation plus ou moins radicale des structures économiques, politiques et sociales autant à l'échelle globale que

¹⁵ FOUGIER E., *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation ?*, Paris, Lignes de repères, 2004, p. 145.

¹⁶ FUKUYAMA F., « The End of History? », *The National Interest*, Summer 1989, n°16, pp. 3-16.

¹⁷ BARREA J., *op. cit.*, 1986, p. 70.

locale »¹⁸, en opposition et en résistance à la mondialisation néo-libérale et ses agents (les firmes, en particulier, les multinationales, les organisations, institutions et structures internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, le G8, l'OMC, l'OCDE, le Forum économique mondial de Davos ...). Dénué de leader attitré (même s'il est animé par une série de personnalités phares), le mouvement est particulièrement visible « à travers des occasions manifestantes »¹⁹ : des contre-sommets (aux sommets des institutions précitées) et des forums sociaux, tels le Forum social mondial (FSM) et le Forum social européen (FSE).

2.2. Naissance du mouvement altermondialiste

Bien que l'altermondialisme soit un mouvement comportant une importante dimension transnationale autour de questions internationales, il est important de saisir sa naissance et son évolution dans ses ancrages nationaux particuliers²⁰. En effet, notons de suite un point important énoncé par É. Agrikoliansky : « Comme l'illustre le cas français, l'altermondialisme n'est pas le produit mécanique d'évolutions internationales qui s'imposeraient directement aux acteurs nationaux. Ce sont plutôt des transformations politiques internes qui conditionnent le renouveau des mouvements protestataires dans la France des années 1980 et 1990, dont les luttes altermondialistes ne constituent qu'une facette »²¹. Le phénomène ne se réduit pas à cette dynamique, mais il en est un élément important. Prenant notamment appui sur l'étude approfondie du cas français publiée dans l'ouvrage collectif dirigé par É. Agrikoliansky, O. Fillieule et N. Mayer, nous nous pencherons dans cette contribution principalement sur l'expérience française.

La littérature sur la naissance du mouvement évoque la révolte zapatiste dans l'État mexicain du Chiapas lors de la mise en place de l'ALENA en 1994, en France, les grèves du secteur public contre le plan Juppé de l'hiver 1995, la lutte ayant mené à l'échec de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) de

¹⁸ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 72.

¹⁹ AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N., « Introduction – Aux origines de l'altermondialisme français », in AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N., (dir.), *L'altermondialisme en France – La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 38.

²⁰ C'est l'optique développée par AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N. (dir.), *op. cit.*, 2005. Nous sommes parvenu au même constat dans un dossier touchant la globalisation culturelle : LEGRAND V., « Francophonie et mondialisation : l'émergence de réseaux (trans)nationaux francophones – le cas de l'Égypte », *Revue de l'Université de Moncton*, Actes du colloque « La Francophonie internationale et la mondialisation : un univers de réseaux », n° hors série, 2001, pp. 121-151.

²¹ AGRIKOLIANSKY É., « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », in AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N., (dir.), *op. cit.*, 2005, p. 73 – qui renvoie à SOMMIER I., *Le Renouveau des mouvements protestataires : à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001.

l'OCDE en 1998, la création d'une des organisations phares du mouvement, ATTAC, la même année, et la « bataille de Seattle » qui troubla le Sommet de l'OMC de 1999. Le mouvement, qualifié dans un premier temps, à partir du milieu des années 1990, d'« anti-mondialisation », prendra le qualificatif d'« altermondialiste » à partir de 2001-2002 – qualification dont la paternité revient à Arnaud Zacharie²², engagé auprès d'ATTAC-Belgique et du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM).

2.3. L'axe matériel / historique : quelle crise du réel ?

L'on pourrait saisir la crise contemporaine dans la longue période comme une des grandes crises cycliques de l'économie capitaliste et des bouleversements sociaux qu'elles entraînent et nous renvoyons à cet égard notamment aux travaux majeurs sur le « système-monde » capitaliste d'I. Wallerstein²³. Nous nous limiterons ici au phénomène saisi dans la période courte.

« L'altermondialisme », écrit E. Fougier, est « un vaste mouvement de réaction et de résistance [...] face à un double 'choc' : celui de la crise fondamentale que traverse le progressisme et celui que provoque la mondialisation pour nombre de sociétés »²⁴.

Le « Réseau intergalactique », porté par de jeunes français altermondialistes, résume bien la crise du réel à laquelle ceux-ci se voient confrontés :

La crise dans laquelle nous avons vécu est d'abord la crise économique (la récession plus exactement), celle qui dure depuis bientôt 30 ans et qui fait de nous la première génération à ne pas pouvoir espérer faire mieux que nos parents. Chômage, précarité, CDD, intérim, boulots chez McDo ou chez des opérateurs de téléphonie (40% des étudiants sont salariés), voilà qui ne pousse guère à l'insouciance même si « on n'est pas sérieux quand on a 17 ans »²⁵. [...] La crise est aussi une crise de civilisation, une crise de la notion de progrès. Face aux inégalités Nord-Sud sans cesse croissantes, face aux désastres écologiques qui rythment régulièrement les actualités, face à la tragédie du sida qui décime l'Afrique, il est bien difficile de donner foi à cet hypothétique progrès qui a tant peuplé l'imaginaire des travailleurs-consommateurs durant les Trente Glorieuses. [...] [C'est aussi une crise] « des utopies et des pseudo-modèles émancipateurs, avec la fin de l'URSS et de régimes qui se proclamaient communistes. Des projets qui se voulaient généreux ont conduit à la dictature et à la barbarie, qui

²² FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 23.

²³ Voir également ses écrits altermondialistes : WALLERSTEIN I., *L'après-libéralisme – Essai sur un système-monde à réinventer*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 1999 ; WALLERSTEIN I., *L'Utopiste ou les choix politiques du XXI^e siècle*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2000.

²⁴ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 130.

²⁵ Les auteurs font référence à l'ouvrage de Barbara SAMSON, victime du SIDA : *On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans*, Paris, Fixot, 1994.

séviennent toujours dans un pays comme la Chine. Dans les règles du jeu du capitalisme sauvage, tous les coups sont permis et ces échecs retentissants étaient l'occasion de proclamer la « fin de l'histoire », d'enterrer définitivement tout projet émancipateur²⁶.

Outre l'étiollement des groupes radicaux de l'extrême-gauche révolutionnaire dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud²⁷, la « contre-réforme » libérale initiée dans les années 1980 par les gouvernements Reagan aux États-Unis et Thatcher en Grande-Bretagne et dans une variante « sociale-libérale » en France sous le règne de Mitterrand, a en effet remis en cause le compromis social entre le capital et le travail façonné dans le cadre de l'État-Providence. E. Fougier observe que l'altermondialisme a explosé à la fin des années 1990, durant lesquelles la gauche ou le centre-gauche étaient justement au pouvoir aux États-Unis et dans 13 des 15 pays de l'UE, mais il s'agissait précisément, poursuit-il, de gouvernements de gauche ou de centre-gauche acquis aux recettes du libéralisme économique, comme celui des Travaillistes en Grande-Bretagne²⁸.

E. Fougier mentionne l'accélération du processus de mondialisation comme une tendance ayant renforcé l'épuisement du progressisme²⁹. Mais encore faut-il s'entendre sur ce qu'acteurs et observateurs entendent par le vocable « mondialisation ». Nous renvoyons pour notre part à la distinction que nous avons opérée plus haut entre la mondialisation-idéologie et la mondialisation-phénomène matériel. Nous verrons en outre plus loin comment, dans le processus de maturation et de socialisation de l'utopie altermondialiste, les référents « mondialisation » et « anti-mondialisation » vont se façonner progressivement, procédant à l'« élucidation » (mais aussi en partie à la construction) de la crise du réel. La définition de celle-ci procède donc également d'un processus cognitif qui va mûrir intellectuellement et progressivement se socialiser, au-delà de ce que forme le contexte « objectif » constitué par les deux crises distinguées par E. Fougier.

Nous pouvons d'ores et déjà noter en quoi l'altermondialisme constitue un mouvement de résistance à la « mondialisation » ou mieux, à la globalisation, dans deux sens : l'extension géographique du néo-libéralisme à l'ensemble de la planète (porté par le libre-échange et la libre circulation des capitaux) et l'extension du néo-libéralisme à des domaines qui en avaient jusqu'alors été exclus ou préservés, par quoi tout peut être marchandisé – ce qu'illustre par exemple le titre de l'ouvrage de José Bové & François Dufour *Le monde n'est pas une marchandise*³⁰.

²⁶ BECHAUX T. et al., *Génération altermondialiste ... par des intergalactiques – Expériences et pratiques*, Syllepse, 2003, pp. 11-15.

²⁷ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, pp. 130-131.

²⁸ *Op. cit.*, pp. 131-132.

²⁹ *Op. cit.*, pp. 130-131.

³⁰ BOVE J. et DUFOUR F., *Le monde n'est pas une marchandise : des paysans contre la malbouffe – Entretiens avec Gilles Luneau*, Paris, La Découverte, 2000.

Les altermondialistes considèrent que certains biens et services fondamentaux pour l'homme doivent demeurer publics et échapper à la sphère marchande : outre certains biens comme l'eau, les services que sont notamment l'éducation et la santé doivent demeurer publics. À cet égard, les négociations relatives à l'Accord général sur le Commerce des Services (AGCS) de l'OMC sont tenues à l'œil. Le paroxysme de cette marchandisation extensive potentielle ou en cours est illustré par le brevetage du vivant, qualifié par les altermondialistes de « biopiraterie », et qui consiste notamment en l'appropriation privée de plantes agricoles par le décodage de leur génome, les paysans cultivant ces plantes depuis des générations se voyant astreints de payer des royalties à la firme détentrice du brevet (*cf.* par exemple, l'affaire du riz basmati, opposant une société américaine aux paysans indiens et pakistanais)³¹.

2.4. L'axe idéal / utopien : l'alternative altermondialiste

2.4.1. La maturation intellectuelle et la mise en mouvement (socialisation)

Comme nous l'avons évoqué, les grèves du secteur public contre le plan Juppé de l'hiver 1995 sont relatées, pour ce qui est de l'ancrage local français de la naissance de l'altermondialisme, comme un moment fondateur. Jean-Gabriel Contamin livre une analyse approfondie de cet événement³², sur la base d'un corpus de quelque 700 tracts ou prospectus collectés à l'occasion des manifestations parisiennes de novembre-décembre 1995, permettant d'éclairer le processus de maturation intellectuelle de notre utopie et de sa construction dans le contexte français.

Tout d'abord, l'auteur note que le terme « mondialisation » ne se retrouve en tant que tel que dans un nombre très restreint des tracts rassemblés ; quant à la « thématique altermondialiste avant l'altermondialisme », elle ne s'y retrouve que pour un tiers³³. Ensuite, ce n'est que dans la seconde ou même la troisième semaine de grève que le cadrage³⁴, la représentation de la situation, dans les termes « la politique contre les marchés globalisés » (réhabilitant l'État comme instrument de maîtrise de

³¹ Mentionnons encore la question des OGM, qui mériterait d'être développée dans sa dimension strictement économique et non pas seulement écologique.

³² CONTAMIN J.G., « Les grèves de décembre 1995 : un moment fondateur ? », in AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. MAYER N., (dir.), *op. cit.*, 2005, pp. 233-263.

³³ CONTAMIN J.-G., *op. cit.*, 2005, pp. 245-246.

³⁴ Les auteurs de l'ouvrage collectif dirigé par AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N., *op. cit.*, 2005, recourent aux concepts de « cadre » et de « (re)cadrage » (*frame, framing*). Ces concepts ont été élaborés à l'origine par Kenneth Boulding et Ervin Goffman et ont été développés dans le cadre de l'analyse des mouvements sociaux notamment par David Snow et Robert Benford. Voir par exemple SNOW D. A., ROCHFORD E.B., WORDEN S.K. et BENFORD R.D., « Frame Alignment Processes, Micro-mobilisation, and Movement Participation », *American Sociological Review*, n°51, 1986, pp. 464-481.

ces derniers) « a émergé, à la suite de la signature par un ensemble d'intellectuels et de militants renommés d'une pétition de soutien au mouvement de grève »³⁵ – c'est le fameux appel du 12 décembre 2005 lancé par des intellectuels autour du sociologue Pierre Bourdieu³⁶. De même, ce n'est qu'à cette époque que le registre de la mondialisation commence à s'imposer dans les différents « médias de qualité » (*Le Monde*, *Libération*).

En fait, note J.-G. Contamin, « avant même le développement des mobilisations de novembre-décembre 1995 s'est [...] diffusé dans certains milieux universitaires, politiques et journalistiques un schème d'interprétation qui trouvera à s'appliquer lorsque le mouvement se déclenchera »³⁷. Ceci est un premier élément.

Par ailleurs, J.-G. Contamin relève qu'on retrouve les tracts à thématique altermondialiste (avant la lettre) essentiellement dans les tracts partisans et d'extrême-gauche ; à l'inverse, la thématique est marginale dans les tracts provenant des secteurs associatifs et syndicaux³⁸ – qui forment les acteurs centraux de la mobilisation. C'est en ce sens, écrit J.-G. Contamin, qu'on peut avancer que les mouvements altermondialistes ont contribué au « blanchiment politique » de cadres initialement très connotés politiquement, portés par des organisations marginales d'extrême-gauche³⁹. L'auteur note en effet que ces cadres d'interprétation marginaux vont progressivement devenir dominants en se dépouillant de leurs référents marxisants. Un point important à noter également à ce stade est l'émergence du cadrage auquel l'altermondialisme nous habituera – celui de la mise en connexion des maux dont souffrent les victimes de la mondialisation tant au Nord (sans-travail, sans-papiers, sans-logis...) qu'au Sud (peuples sous tutelle du FMI...).

Ce processus de maturation et de socialisation va se poursuivre dans le cadre français lors des mobilisations contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) en négociation au niveau des membres de l'OCDE. Début 1998 se forme une coordination nationale contre l'AMI, regroupant des acteurs culturels, syndicats, associations et, spécifiquement, un certain nombre d'organisations de groupes d'exclus à divers titres, issus des mouvements des « sans » (sans travail, sans papiers, sans logement)⁴⁰. Cette mobilisation accompagne et contribue en outre à la naissance d'une organisation rapidement appelée à devenir la pierre de touche du

³⁵ CONTAMIN J.G., *op. cit.*, 2005, p. 246 – qui se réfère à ANCELOVICI M., « Organizing Against Globalization : The Case of ATTAC in France », *Politics and Society*, 30 (September 2002) 3, p. 434.

³⁶ CONTAMIN J.G., *op. cit.*, 2005, p. 248.

³⁷ *Op. cit.*, 2005, p. 252.

³⁸ Hormis ceux de l'anarcho-syndicaliste Confédération nationale du Travail (CNT), une des rares tendances syndicales qui remettent en question le réformisme des autres fédérations pour se placer dans une perspective révolutionnaire ; CONTAMIN J.G., *op. cit.*, 2005, pp. 254-255.

³⁹ *Op. cit.*, 2005, pp. 239-240, 250 et 262.

⁴⁰ MOUCHARD D., « Le creuset de la mobilisation anti-AMI de 1998 », in AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N., (dir.), *op. cit.*, 2005, p. 318.

mouvement altermondialiste en France : ATTAC⁴¹. Celle-ci est fondée le 3 juin 1998, six mois après la parution dans *Le Monde diplomatique*, en décembre 1997, de l'éditorial d'Ignacio Ramonet intitulé « Désarmer les marchés ».

La naissance du cadrage que nous venons d'évoquer, relatif aux grèves de l'hiver 1995, connaît, dans la perspective développée par les textes fondateurs d'ATTAC, une importante extension, avec la mise en avant de la figure du *citoyen*. L'exclu « n'est plus seulement la victime directe de la paupérisation causée par la globalisation (chômeurs du Nord, habitants des pays du Sud ...), mais le citoyen ordinaire qui perd la maîtrise de son avenir sous l'effet de ce processus et, de ce fait, est soumis à un risque permanent et croissant de précarisation »⁴².

Finalement, le mois d'octobre 1998 voit la victoire des opposants à l'AMI. Le Premier Ministre Lionel Jospin annonce alors en effet le refus du gouvernement français de signer l'accord, la négociation capote et l'AMI est enterré : c'est l'histoire d'une victoire, « non seulement parce que la négociation sur l'accord est interrompue, mais également parce que les organisations investies ont le sentiment de peser réellement sur la prise de décision »⁴³.

Que pouvons-nous retenir quant à ces processus de maturation et de socialisation de l'utopie altermondialiste dans le cadre français ?

Premièrement, l'on observe, « de 1989 à 1999, le rôle continu joué par les intellectuels et l'expertise, notamment économique, dans la constitution d'une chaîne de causalité entre maux divers et des acteurs difficilement identifiables. Mais certains événements, comme les grèves de 1995 constituent des occasions propices à la diffusion de ces schèmes de pensée »⁴⁴ : « Les militants n'inventent pas ces visions du monde, ils les empruntent à des intellectuels, universitaires, essayistes, journalistes, qui jouent le rôle de passeurs entre l'espace de la production scientifique et le monde de l'action politique »⁴⁵.

Le mouvement de l'hiver 1995 en France, prolongé par celui de 1997-1998 autour des mobilisations contre l'AMI, apparaît ainsi comme avoir fait l'objet d'un « dégel cognitif », par lequel un ensemble de mobilisations disparates sont unifiées et mises en mot dans les termes de la mondialisation⁴⁶.

Le processus de « libération cognitive »⁴⁷, initié par la maturation intellectuelle en question, se socialise ainsi progressivement. Au niveau collectif, le sens émerge

⁴¹ MOUCHARD D., *op. cit.*, 2005, p. 320.

⁴² *Op. cit.*, pp. 333-334 – L'extension du « cadre d'injustice » du salarié et du chômeur dans le rapport capital / travail à la figure du citoyen fait écho à la même époque à la convocation de l'« humanité » par les zapatistes du Mexique : voir BECHAUX T. *et al.*, *op. cit.*, 2003, pp. 33-34.

⁴³ MOUCHARD D., *op. cit.*, 2005, p. 321.

⁴⁴ AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N., *op. cit.*, 2005, p. 40.

⁴⁵ *Op. cit.*, p. 42.

⁴⁶ CONTAMIN J.G., *op. cit.*, 2005, p. 249 – qui emprunte le concept de « dégel cognitif » à Léon FESTINGER, *A Theory of Cognitive Dissonance*, Stanford, Stanford University Press, 1957.

⁴⁷ AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N., *op. cit.*, 2005, p. 41.

ainsi au cours même de la mobilisation. Par ailleurs, dans ce processus au niveau du mouvement social, il faut noter avec J.-G. Contamin que le cadrage anti-mondialisation n'est pas le fait des acteurs centraux de la mobilisation (les grandes centrales syndicales), mais bien d'acteurs marginaux situés à l'extrême-gauche du spectre politique et que ce cadrage va être « blanchi » en s'expurgeant des référents très connotés politiquement que sont les schèmes marxistes.

Deuxièmement, concomitamment au processus de construction intellectuelle de l'utopie naissante sur la base du « dégel cognitif » élucidant (et construisant en partie aussi) la crise du réel, il faut noter avec Agrikoliansky, Fillieule & Mayer, comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, que « la vague de protestations contre la mondialisation qui marque la fin des années 1990 peut être analysée comme le fruit de la mobilisation et de la reconversion partielle d'un ensemble de militants et d'organisations qui trouvent dans cette cause un nouvel espace pour déployer leurs luttes ». Et les auteurs de citer les filiations suivantes : « les luttes contre la dette du tiers-monde » – et le tiers-mondisme de manière plus générale, dirions-nous –, « la gauche post-soixante-huitarde, l'anarchisme [...], mais aussi les mouvements chrétiens de solidarité internationale, les mobilisations paysannes, le syndicalisme ouvrier, les médias critiques et alternatifs, etc. »⁴⁸ – filiations auxquelles nous ajouterions les mouvements écologiste, féministe, pacifiste et anti-nucléaire. Les auteurs pointent là sur les processus de dynamiques internes aux mouvements sociaux, capables de se reconverter et de se redéployer.

2.4.2. La socialisation dans les termes de la praxis

Les altermondialistes voient l'agenda de la mondialisation néo-libérale particulièrement poussé par les firmes (ce que rend bien l'expression anglo-saxonne « *corporate globalization* ») et leurs lobbys et groupes d'intérêts agissant sur les institutions internationales et les gouvernements, les Parlements nationaux étant réduits à des chambres d'entérinement de décisions prises à des niveaux supra- ou internationaux, les parlementaires étant par ailleurs souvent dépassés par des dossiers d'une complexité et d'une technicité extrêmement élevées. C'est là qu'ils voient la contre-expertise critique utile et une citoyenneté de citoyen actif « éclairé » nécessaire, susceptibles de pallier le déficit démocratique représenté par l'opacité des lieux de négociation supra-nationaux et intergouvernementaux et une démocratie représentative dysfonctionnelle. Les altermondialistes, à cet égard, voient favorablement la démocratie participative, dans le cadre de laquelle les citoyens et la « société civile » seraient activement intégrés au processus politique.

⁴⁸ AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N., « Avant-propos », in AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N. (dir.), *op. cit.*, 2005, p. 12

Cette identification des problèmes, par rapport auxquels le politique est vu comme une manière de remettre l'économie et ses acteurs à leur place, porte les altermondialistes à nourrir des stratégies macro-utopiennes institutionnelles radicales ou à tout le moins réformistes.

Différents courants de pensée économique critique animent le courant altermondialiste⁴⁹. Certains sont anti-capitalistes, d'autres ne sont pas anti-capitalistes au sens strict, mais critiques du capitalisme, particulièrement à l'égard des excès qu'il revêt dans sa version néo-libérale actuelle ou du fait du manque de justice internationale dans la mesure où le néo-libéralisme auquel nous avons affaire est le néo-libéralisme des acteurs les plus puissants⁵⁰.

Certains altermondialistes vont plus loin dans leur critique du système économique international : au lieu de préconiser plus de justice dans les échanges internationaux, ils critiquent la nature même de ce système libre-échangiste et se font l'avocat de la déglobalisation⁵¹. Cette approche est au sens propre « anti-mondialisation » dans le sens où elle tend à remettre en cause le principe même du développement des échanges internationaux tant sur le plan de la mondialisation-idéologie que sur celui de la mondialisation-phénomène matériel : ici, donc, l'idée n'est pas plus de justice dans les échanges, mais une restriction des échanges, réduits à ce qui est raisonnablement faisable (principe de subsidiarité), en privilégiant le « retour au local », celui-ci permettant la ré-appropriation par les entités locales du pouvoir de déterminer et de maîtriser leur destin économique et politique (ce qui rappelle le concept tiers-mondiste de « développement autocentré »). Critiques du modèle de développement hyper-productiviste et consumériste, les tenants de cette approche tendent à mettre en cause le principe de la croissance illimitée, incompatible avec une planète aux ressources limitées, et à prôner la décroissance. Leur perspective est donc également écologiste.

Contrastant avec l'approche de la déglobalisation, les approches néo-keynésianistes de régulation de l'économie mondiale reposent sur un agenda social-démocrate à l'échelle mondiale : l'idée est de maintenir les avantages du modèle capitaliste en réduisant ses excès à travers une (re-)réglementation (dont, pour ATTAC, une régulation financière au niveau international) et une redistribution, qui, à l'ère globale, doit se faire à un échelon plus élevé que celui de l'État-Providence

⁴⁹ Nous nous basons ici notamment sur FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, pp. 98-109, qui distingue les approches réformiste, régulationniste, anti-impérialiste, de la déglobalisation et des alternatifs.

⁵⁰ Voir par exemple LEGRAND V., « Régionalisme et globalisation : le volet agricole dans le Partenariat euro-méditerranéen et l'OMC – Des choix de société et des impératifs de survie : entre libre-échange et spécialisation internationale et souveraineté et sécurité alimentaires », in *Annales d'Études européennes de l'Université catholique de Louvain*, Vol. 6, Bruxelles, Bruylant, 2002, pp. 227-258.

⁵¹ BELLO W., *Deglobalization – Ideas for a New World Economy*, London / New York, Zed Books, 2002.

d'antan, les pouvoirs publics devant se réappropriier des marges d'intervention contre la dérégulation néo-libérale.

L'on peut considérer les approches néo-keynésianistes comme relevant de la macro-utopie institutionnelle réformiste, en voyant l'approche de la déglobalisation comme relevant également de la macro-utopie institutionnelle tout en étant plus radicale que les précédentes.

Ces stratégies institutionnelles macro-utopiennes sont agissantes (et ce, explicitement pour ATTAC) sur la base de l'école gramscienne de la contre-hégémonie culturelle⁵² : « les leaders d'ATTAC refusent que leur mouvement soit récupéré politiquement, mais veulent que leurs idées le soient car ils souhaitent que celles-ci soient au pouvoir, sans pour autant chercher à y accéder eux-mêmes »⁵³. Souhaitant briser le « monopole » de la « pensée unique » en conquérant les esprits, ils entendent créer des conditions « culturelles », une mutation des valeurs, propices au changement politique, aspirent à « transformer la réalité sans passer par l'épreuve de l'exercice de responsabilités gouvernementales »⁵⁴.

L'altermondialisme est également porté par un autre courant, dont le mode de pensée et d'action s'apparente à la stratégie micro-utopienne de l'alternance immédiate : le courant anarchiste⁵⁵. Ce courant vise à construire des espaces « libérés » au sein du système capitaliste⁵⁶, des poches alternatives d'autonomie anti-marchande et anti-capitaliste, qui peuvent être permanents, comme les *Caracoles* fondés dans les zones autonomes zapatistes dans l'État mexicain du Chiapas depuis 2003, ou temporaires. Les zones autonomes temporaires (TAZ) sont créées suite à la réquisition d'un lieu ou d'un territoire dans lequel s'appliquent ces principes d'autonomie, comme les Black Blocs lors de contre-sommets⁵⁷.

Les situations dans les TAZ « sont vécues comme des moments de réappropriation, instants grisant de liberté durant lesquels un autre monde semble possible »⁵⁸. Penchons-nous sur le témoignage de la militante altermondialiste anarchiste, pacifiste, féministe et écologiste Starhawk, membre du réseau libertaire nord-américain Direct Action Network (DAN) spécialisé dans l'organisation d'actions de désobéissance civile non violentes⁵⁹. Le but d'une « action directe libérée »

⁵² FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 81.

⁵³ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 81 – qui se réfère à Bernard CASSEN, FSE, Paris, 13 novembre 2003.

⁵⁴ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, pp. 81-83 – qui se réfère à Pierre KHALFA, « Le mouvement altermondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », *Contretemps*, n°11, septembre 2004.

⁵⁵ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, pp. 78-81 ; F. DUPUIS-DERI, « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir – L'anarchie en héritage », in AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O. et MAYER N., (dir.), *op. cit.*, 2005.

⁵⁶ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 108.

⁵⁷ *Op. cit.*, pp. 80-81.

⁵⁸ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 81 – qui se réfère à Frédéric GOLDBRONN, « Le black bloc : fantasme et réalité » (<http://infos.samizdat.net>, septembre 2001).

⁵⁹ DUPUIS-DERI F., *op. cit.*, 2005, p. 199.

(*empowered direct action*), écrit Starhawk, « est de faire sentir aux gens qu'un monde meilleur est possible, qu'ils peuvent faire quelque chose pour le faire exister et qu'ils sont des compagnons de valeur dans cette lutte. Et donc, faire naître ce monde dans la lutte elle-même, être la révolution, donner corps à ce que nous voulons créer, le préfigurer »⁶⁰. Cette préfiguration de l'utopie se couple ainsi, dans la ligne de la stratégie micro-utopienne décrite par Jean Barrea, de l'alternance-signe. Dans cette optique, nous pouvons noter que le courant anarchiste peut également adopter une dimension gramscienne dans la mesure où l'attestation du signe se veut témoignage et vise la mutation des valeurs.

Au-delà de la préfiguration symbolique, l'« action directe libérée » se veut, lors des manifestations, également obstacle matériel à l'oppression incarnée par les réunions des grandes instances de décision au niveau international : « Elle emploie des symboles à bon escient, mais elle est plus que symbolique : elle fait obstacle à des opérations d'oppression et propose des alternatives porteuses de confrontation »⁶¹.

La micro-utopie altermondialiste n'est pas déconnectée des enjeux figurant au niveau « macro ». « Pour beaucoup d'entre nous », écrit Starhawk, « les actions de plus grande envergure, globales, sont nécessaires parce que nous comprenons que les accords sur le commerce et les institutions que nous contestons sont faits pour détruire tout notre travail local et pour annuler toutes les décisions et toutes les aspirations des communautés locales »⁶².

De même, écrit le Réseau intergalactique, « nous nous sommes retrouvés », dans le village alternatif installé à Annemasse lors des manifestations contre le G8 d'Évian de juin 2003, « non seulement autour d'une convergence idéologique contre la mondialisation capitaliste, contre le G8, ses politiques néolibérales et de leur mainmise sur l'économie mondiale par le biais de la marchandisation de tous les services nécessaires à l'homme (eau, éducation, santé, culture ...), « mais également », poursuit-il, « autour d'une convergence sur les pratiques de résistance et, enfin, sur la mise en place d'alternatives pratiques »⁶³.

La stratégie d'alternance immédiate valorise en effet la mise en œuvre de l'utopie au niveau « micro » *hic et nunc*. Cette stratégie ne néglige toutefois pas la perspective à long terme d'un changement radical généralisé, par rapport auquel les expériences macro-utopiennes révolutionnaires violentes⁶⁴ du passé et l'attente du

⁶⁰ STARHAWK, *Parcours d'une altermondialiste – De Seattle aux Twin Towers*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond / Le Seuil, 2003, p. 67.

⁶¹ *Op. cit.*, pp. 67-68. L'altermondialisme dans sa version micro-utopienne emprunte volontiers la « stratégie de la fête » utopienne décrite par Jean BARREA, *op. cit.*, pp. 84-85 – Voir par exemple STARHAWK, *op. cit.*, 2003, pp. 73 et 133.

⁶² STARHAWK, *op. cit.*, 2003, p. 86.

⁶³ BECHAUX T. et al., *op. cit.*, 2003, pp. 89-90.

⁶⁴ Nous n'avons pas la place pour évoquer ici la problématique du recours à la violence lors des manifestations. Les marches sont très largement pacifiques et la désobéissance civile, très

« Grand Soir » sont rejetées. « Contrairement au précepte '*du passé faisons table rase*', les alternatives mises en œuvre aujourd'hui permettent d'accumuler des expériences susceptibles d'être redéployées à d'autres échelles dans le cadre d'un changement social radical »⁶⁵. Un aspect important de la micro-utopie d'alternance immédiate altermondialiste est qu'elle veut s'inscrire *dans* le monde et non pas, comme d'autres expériences micro-utopiennes le suggèrent, en dehors, en retrait du monde. Ainsi, le Réseau intergalactique d'écriture : « Ces moyens concrets de tendre vers nos objectifs révèlent aussi une nouvelle forme de radicalité politique. Nous sommes attentifs à ce que notre recherche de cohérence entre la fin et les moyens ne nous isole pas dans un monde parallèle, et nous cherchons à allier cohérence et pragmatisme »⁶⁶.

2.4.3. L'utopie altermondialiste : « vision compensatrice et conservatrice » et/ou « jeu rationnel et innovateur » ?

Sur la base des deux catégories de groupes distinguées par Jean Barrea, l'on peut avancer que le mouvement altermondialiste comprend des groupes de pression d'esprit désintéressé agissant au bénéfice de la collectivité globale (ou, de manière altruiste et à un niveau plus restreint, au bénéfice de publics-cibles particuliers) et des groupes de pression catégoriels agissant au bénéfice de leurs adhérents. Il s'agit d'une vaste question qui mériterait d'être développée. Nous noterons tout d'abord la nature mixte de certaines organisations. Ainsi, par exemple, si le syndicat paysan qu'est la Confédération paysanne, rassemblée autour de José Bové, est certes un groupe d'intérêt professionnel, il est également porteur d'une utopie qui se veut progressiste pour l'ensemble de la société. Si les ONG, qui forment des groupes sans but lucratif, ont certes développé au cours du temps des intérêts de survie en tant qu'organisation, elles sont également porteuses de luttes émancipatrices pour des publics pour lesquels elles se battent. La finalité ultime des groupes associatifs altruistes illustre le caractère désintéressé et authentiquement utopien du mouvement. Si l'on peut certes déconstruire les catégories que constituent la « société civile » et la « société civile internationale » dont certains acteurs se réclament, il n'en demeure pas moins que ceux-ci jouent un véritable rôle de « vigie » éthique dans les évolutions du monde contemporain – au-delà des intérêts catégoriels qu'ils peuvent éventuellement défendre de manière concomitante (nous songeons notamment dans l'altermondialisme français aux catégories fortement représentées que sont celles

largement non violente. Le recours à la violence est marginal et porte essentiellement sur des biens symbolisant l'oppression du système en termes de réponse à la « violence structurelle » (Johan Galtung) de celui-ci. Pour des éléments de débat sur la question, voir : STARHAWK, *op. cit.*, 2003, pp. 89, 106-107, 110 ; BECHAUX T. et al., *op. cit.*, 2003, pp. 88-89.

⁶⁵ BECHAUX T. et al., *op. cit.*, 2003, p. 44.

⁶⁶ *Op. cit.*, pp. 100-101.

relevant du secteur public⁶⁷). « Vision compensatrice et conservatrice » et « jeu rationnel et innovateur » coexistent donc au sein du mouvement.

2.4.4. L'actualisation : humanisation par la négativité, « contre-programmes », « contre-décisions » et « nouvelle politique »

Comme l'écrit le Réseau intergalactique, « on reproche parfois au mouvement altermondialiste de s'opposer plus qu'il ne propose, de contester sans définir un projet alternatif. Les Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre 1 et 2 ont montré que si les réponses et les alternatives au capitalisme néolibéral sont diverses, s'il n'y a pas de projet tout ficelé, une élaboration mondiale est en cours »⁶⁸.

2.4.4.1. La négativité

Tout d'abord, dans la ligne de l'humanisation de la négativité de Weil, les altermondialistes disent « non » à la mondialisation néo-libérale. Dans ce sens, les altermondialistes voient des victoires de leur cause tout d'abord dans l'échec des avancées de la marche néo-libérale, qu'ils attribuent notamment à leurs actions de résistance : comme nous l'avons vu, il en a ainsi été de l'échec de l'AMI (1998) et des conférences ministérielles de l'OMC, dont celle de Seattle, en 1999.

Prenons à titre d'illustration la Conférence ministérielle de l'OMC de Cancun en 2003, lors de laquelle la défection du Kenya, suivie de celles de l'Inde et de la Corée du Sud, a sonné le glas des négociations. Les altermondialistes y ont vu une victoire à laquelle ils ont contribué par la pression qu'ils ont exercée et le soutien moral qu'ils ont notamment apporté aux délégations des pays du Sud⁶⁹.

2.4.4.2. Des « contre-programmes »

Mais le mouvement altermondialiste ne se borne pas à dire « non ». Dans la ligne de l'humanisation par la « conscience anticipante » des « possibles » de Bloch, il élabore des alternatives utopiques, non sans difficulté, il est vrai, en termes de synthèse et d'élaboration d'un « contre-programme » unifié. Le mouvement altermondialiste privilégie « le respect de la diversité de ses différentes composantes autour d'un processus de décision basé sur le consensus et le fonctionnement en réseau »⁷⁰. De là émerge la difficulté de définir une alternative et une position

⁶⁷ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, pp. 133, 137 et 154.

⁶⁸ BECHAUX T. *et al.*, *op. cit.*, 2003, p. 55.

⁶⁹ STARHAWK, Journal de Cancun (<http://www.starhawk.org/activism/activism-writings/CancunJournal20.html>), page consultée le 12 juin 2006, partiellement sur la base de la traduction d'I. STENGERS, « Présentation » in STARHAWK, *op. cit.*, 2003, p. 11.

⁷⁰ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 146.

commune sur le « débouché politique » de l'altermondialisme⁷¹. La polémique sur le « consensus de Porto Alegre » en atteste⁷². ATTAC a considéré qu'après quatre forums sociaux mondiaux, les FSM (les trois premiers, de 2001, 2002 et 2003, de Porto Alegre, et le quatrième, de Mumbai, en 2004⁷³) et divers forums continentaux, l'urgence se fait sentir d'un début de traduction politique qui soit à la fois un outil idéologique dans la bataille planétaire des idées, et, à l'intention des opinions publiques, une concrétisation des premiers contours d'un « autre monde possible »⁷⁴. Ce passage à l'acte politique pourrait prendre la forme d'un socle minimal de propositions issues des forums, et faisant à la fois sens et projet au niveau international : une sorte de « Consensus de Porto Alegre » à opposer au consensus néolibéral « de Washington »⁷⁵. Mais certains dans la mouvance, comme Chico Whitaker, un des membres fondateurs du FSM et représentant de l'épiscopat brésilien, ont alors refusé cette perspective, en vue de respecter la diversité des composantes et d'éviter toute « homogénéisation appauvrissante »⁷⁶. Ceci renvoie, dans les termes d'Antonio Negri, à l'organisation de la résistance de la « multitude » comme « société globale alternative » à l'Empire⁷⁷.

2.4.4.3. Des « contre-décisions » ?

Certaines décisions relatives aux grands dossiers de la mondialisation néo-libérale ont pu apparaître à première vue comme des contre-décisions arrachées par les acteurs les plus faibles du système international que sont les pays en voie de développement et des ONG et autres acteurs de la « société civile » qui s'en font leurs avocats. Nous mentionnerons à cet égard les dispositions figurant dans la « Déclaration sur l'Accord sur les Aspects des Droits de Propriété intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC) et la santé publique » prises lors de la Conférence

⁷¹ *Op. cit.*, p. 146.

⁷² *Ibidem*.

⁷³ Le cinquième a de nouveau eu lieu à Porto Alegre, en 2005, et le sixième, en 2006, a été « polycentrique », se tenant à Bamako, Caracas et Karachi. Le septième FSM est prévu à Nairobi en 2007.

⁷⁴ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 90.

⁷⁵ *Ibidem*. Le « Consensus de Washington » fait référence à l'ensemble des politiques classiques préconisées par la Banque mondiale et le FMI et a été considérée par ses détracteurs comme une sorte de « manifeste néolibéral ». L'expression provient à l'origine de l'économiste John Williamson. Voir FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, pp. 165-166.

⁷⁶ WHITAKER C., « Tout a continué à Mumbai », *Politis*, 11 mars 2004 (<http://www.politis.fr/article877.html>).

⁷⁷ HARDT M. et NEGRI A., *Multitude*, Paris, La Découverte, 2004 ; R CANET, « La multitude du Forum social mondial » (<http://www.acfas.ca/acfas73/C2025.htm>).

ministérielle de l'OMC à Doha en 2001. Qualifiée de « texte historique »⁷⁸, cette déclaration reconnaissait « la gravité des problèmes de santé publique qui touchent de nombreux pays en développement et pays les moins avancés, en particulier ceux qui résultent du VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme et d'autres épidémies » et prévoyait dans cette ligne que ces pays puissent déroger à certaines règles relatives aux droits de propriété intellectuelle contenues dans les accords y relatifs (ADPIC) dans le domaine des produits pharmaceutiques : concrètement, il s'agissait notamment de permettre un accès accru de ces pays à des versions moins coûteuses des médicaments brevetés en leur permettant, dans l'intérêt public, de passer outre des brevets afin de pouvoir fabriquer des copies génériques ou d'en importer en cas d'absence ou d'insuffisance de capacités de production locale.

Mais, comme le dénonce Oxfam, bien que la Déclaration de Doha de 2001 « soit un outil prometteur pour atténuer les effets néfastes des lois sur la propriété intellectuelle, les pays riches et les entreprises pharmaceutiques se sont appliqués à saper son potentiel ces cinq dernières années »⁷⁹. En effet, parallèlement aux pressions exercées par les firmes pharmaceutiques, les États-Unis en particulier ont mis à mal les engagements de Doha par le biais d'une série d'accords commerciaux régionaux et bilatéraux auxquelles des PVD sont parties (*cf.* les règles dites « ADPIC-plus »). Au-delà de ce contournement, le caractère extrêmement restrictif et contraignant des conditions et des modalités d'application des dispositions de la Déclaration de Doha, définies notamment par la décision du Conseil général de l'OMC du 30 août 2003⁸⁰, que MSF juge « inapplicable »⁸¹, n'est pas fait pour faciliter la résolution des problèmes d'accès des pays pauvres aux médicaments dont ils ont grand besoin.

2.4.5. Vers une « nouvelle politique » ?

Comme l'écrit le Réseau intergalactique, « si les assemblées des mouvements sociaux offrent un lieu d'élaboration politique et de coordination à l'échelle

⁷⁸ UN Integrated Regional Information Networks, « Cinq ans après Doha, les ARV bon marché font toujours défaut », 24 novembre 2006 (<http://fr.allafrica.com/stories/200611270899.html>, consulté le 30 novembre 2006).

⁷⁹ OXFAM INTERNATIONAL, « Des brevets contre des patients – Cinq après la Déclaration de Doha », *Document d'information*, n°95, novembre 2006, p. 13 (www.oxfam.org/fr/files/-bp95_doha_5_ans/download).

⁸⁰ JENNAR R.M., « Droits de propriété intellectuelle et accès aux médicaments », 20 mai 2004 (www.urfig.org). *Cf.* rubrique « ADPIC ».

⁸¹ MSF, « Ni une solution, ni même une solution : la décision du 30 août de l'OMC est inapplicable », août 2006 (http://www.msf.ch/fileadmin/user_upload/uploads/communiqués/images_2006/pdf/come_MSF_August_30_JCPA_Analysis_FRENCH.pdf).

mondiale, bien du chemin reste à parcourir pour que le slogan « *D'autres mondes sont possibles* » se mue en transformation radicale de la réalité »⁸².

Au niveau « macro », à moins d'un effondrement cataclysmique du capitalisme néo-libéral, dans la ligne de l'horizon prospectif défini par I. Wallerstein, l'on peut envisager, écrit E. Fougier, un processus analogue à ce qui s'est passé pour le mouvement écologiste, dont les idées ont été progressivement récupérées par les gouvernements et les partis politiques traditionnels : « suprême ruse de l'histoire, l'altermondialisme pourrait bien être le meilleur moyen de sauver la mondialisation d'elle-même... »⁸³ – on pourrait en effet assister à l'émergence d'une volonté de négociation entre les plus réformistes au sein de la mouvance et les différentes organisations et institutions porteuses de la mondialisation⁸⁴. Ceci entraînerait sans doute, comme le suggère la sociologie de l'utopie de Jean Barrea, la sécession des macro-utopiens radicaux du mouvement.

La mouvance altermondialiste pourrait par sa pression, conclut E. Fougier, conduire à corriger les excès de la mondialisation,

et ceci, d'une manière plus « compassionnelle » que ne l'ont fait jusqu'à présent les gouvernements de centre gauche dans leur tentative de définir une « troisième voie » conciliant mondialisation et justice sociale. En étant cette sorte de « vigie éthique » de la mondialisation et de ses protagonistes exigeant de mettre l'économie au service de l'homme et le droit au-dessus du profit, les altermondialistes pourraient paradoxalement réussir là où les promoteurs de la « troisième voie » semblent avoir échoué⁸⁵.

3. Conclusion

L'altermondialisme relève bien de l'utopie comme « révolution culturelle à vocation politique ». Contre-hégémonie culturelle en termes gramsciens, son ambition n'est pas de prendre le pouvoir, mais que ses idées y soient à terme : par les « contre-programmes » macro-utopiens institutionnels radicaux ou réformistes qu'il espère socialiser ou par les « témoignages-signes » micro-utopiens qu'il entend déployer dans l'alternance immédiate.

Née dans le contexte de la fin des années 1980 et des années 1990 marqué par l'effacement du progressisme au profit d'un néo-libéralisme globalisé, l'utopie altermondialiste a mûri au sein de cercles intellectuels universitaires et journalistiques engagés avant de progressivement se socialiser – le mouvement social

⁸² BECHAUX T. *et al.*, *op. cit.*, 2003, p. 43. Le slogan cité est celui du Larzac 2003, haut lieu de la résistance altermondialiste, après avoir été dans les années 1970 et 1980 le symbole de la résistance pacifiste et anti-nucléaire.

⁸³ FOUGIER E., *op. cit.*, 2004, p. 156.

⁸⁴ *Ibidem*.

⁸⁵ *Ibidem*, p. 157.

poursuivant l'élucidation et la construction, pour partie, de la crise du réel formée par la « mondialisation » et façonnant les alternatives qu'elle lui oppose. À cet égard, ce sont notamment les cadres d'interprétation de l'extrême-gauche, marginaux, qui se dépouillent de leur rhétorique marxisante et se diffusent en dépassant la figure du travailleur pour se fondre dans celle, plus large, de l'homme et du citoyen. Face à la globalisation néo-libérale, c'est l'homme, dans la globalité de ses conditions, au Nord comme au Sud, qui est en jeu. Dans ce même mouvement, d'anciennes causes trouvent un nouvel espace pour se redéployer, telles les aspirations écologistes, féministes, pacifistes, tiers-mondistes, libertaires. ONG et syndicats se côtoient autour d'une utopie à la fois « vision compensatrice et conservatrice » et « jeu rationnel et innovateur ».

Au niveau de la praxis utopienne, l'on retrouve tous les cas de figure décrits par Jean Barrea à l'exception de la macro-utopie révolutionnaire violente, les altermondialistes ayant tiré les funestes leçons du passé. Les micro- et les macro-utopies (radicales et réformistes) coexistent sans qu'apparaissent toutefois les dynamiques de passage d'une praxis à l'autre exposées par Jean Barrea. Et la praxis altermondialiste micro-utopienne a ceci d'original qu'elle ne s'inscrit pas en rupture avec le monde, mais tend à s'insérer dans le monde, ici et maintenant.

L'actualisation de l'utopie au niveau « macro » n'a pas (encore ?) fait de percée marquante. Le bilan au niveau des « contre-décisions » n'est guère brillant. En nous référant à la problématique de l'accès des pays du Sud à des médicaments bon marché, la décision prise le 6 décembre 2005 par le Conseil général de l'OMC pérennise la décision dérogatoire temporaire du 30 août 2003 par un amendement porté à l'Accord sur les ADPIC même – ce qui constitue, théoriquement sur le fond et symboliquement un événement important puisque c'est la première fois qu'un des accords ressortissant du cadre de l'OMC est révisé. Néanmoins, l'on a vu comment, en termes de mise en application et de contournement, la portée de cette avancée est réduite.

Attentif aux signes, nous ne pouvons toutefois nous empêcher d'y voir une note d'espoir, par delà les scénarios cataclysmiques ou réformistes, avec peut-être, à l'horizon, l'avènement d'une « nouvelle politique ». Et l'espérance est d'autant plus forte que les « contre-programmes », contrairement aux idées reçues, sont riches et les « contre-attitudes », prometteuses.

Au terme de cette étude, la sociologie de l'utopie de Jean Barrea apparaît comme un outil d'analyse performant, dont la pertinence est corroborée par notre cas empirique. Il constitue un cadre d'analyse dont les concepts forment une trame structurée permettant de saisir les différentes facettes des phénomènes utopiens. Il nous a permis de plonger de manière passionnante dans l'étude de cette utopie contemporaine que constitue l'altermondialisme.